

Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôt :

Le 18 décembre 1956, une proposition de loi tendant à instituer diverses mesures juridiques et fiscales en faveur des travailleurs subissant des pertes de salaires par suite des conséquences de la guerre d'Égypte, n° 3596.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 2 : *Nécessité d'une réforme démocratique de la fiscalité, propositions du parti communiste* [21 novembre 1956] (p. 4994) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titre III et IV : *Revendications des cheminots; déficit de la S. N. C. F., nécessité d'augmenter le tarif des transports par trains et wagons complets* [30 novembre 1956] (p. 5341, 5342).

CASANOVA (M. Laurent), Député de Seine-et-Marne (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission des affaires étrangères [21 mars 1958] (p. 1865).

Dépôts :

Le 19 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la récente crue de la Seine et de la basse Seine, dans le département de Seine-et-Marne, n° 4572. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes gelées du département de Seine-et-Marne, n° 4974. — Le 17 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 500 millions aux sinistrés du département de la Corse victimes des incendies, n° 5748 (rectifié). — Le 19 mars 1958, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les étrangers ayant

résidé en France avant le 1^{er} septembre 1939 de toutes les dispositions de la loi du 9 septembre 1948 définissant le statut et les droits des déportés et internés politiques, n° 6944. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à accorder la possibilité d'exercer leur droit de vote par correspondance aux grands invalides civils n'ayant plus l'usage de leurs membres, ainsi qu'aux malades, infirmes et intransportables soignés à domicile et atteints d'une incapacité permanente, n° 7104.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et, notamment, sur la situation en Algérie et les conditions nécessaires à la solution pacifique du problème algérien [6 mars 1957] (p. 1321) ; La développe : *Ses observations sur le droit à l'indépendance du peuple algérien, les liens nouveaux à établir entre la France et l'Algérie, le déroulement des opérations militaires, la répression, la constitution de milices armées recrutées parmi les colonialistes (Polémique avec M. Lacoste), l'échec des réformes, les conséquences économiques et financières de la guerre, les déclarations du Gouvernement relatives au « cessez-le-feu », aux élections et au statut futur de l'Algérie* [20 mars 1957] (p. 1735 à 1740) ; *Son ordre du jour (Non soumis à l'Assemblée)* [27 mars 1957] (p. 1906).

CASSAGNE (M. René), Député des Basses-Pyrénées (R. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de l'éducation nationale [7 février 1956] (p. 214) (1), [26 décembre 1956] (p. 6223) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission de la production industrielle et de l'énergie pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés

(1) Démissionnaire [13 décembre 1956] (p. 5961).

d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [12 novembre 1957] (p. 4740).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à limiter le nombre des magasins du type « prisunic » et à établir l'égalité des charges avec le petit et moyen commerce, n° 391. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, avant le 1^{er} janvier 1957, un plan d'organisation générale des sports en France, n° 902. — Le 8 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un programme culturel et sportif en faveur de la jeunesse et à déposer avant le 30 juin 1956 un plan quadriennal d'équipement sportif de première urgence, n° 1070. — Le 18 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux exploitants agricoles des Basses-Pyrénées, victimes des orages de grêle du 8 juin 1957, n° 5146.

S'excuse de son absence [18 octobre 1957] (p. 4515). = Obtient un congé [18 octobre 1957] (p. 4515).

CASTERA (M. Edmond), Député du Gers (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10979) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à limiter l'entrée sur le territoire métropolitain des vins d'Algérie et d'Afrique du Nord, n° 233. — Le 8 mars 1956, une proposition de loi tendant à payer entièrement la prime d'arrachage de la vigne aux viticulteurs n'employant pas de main-d'œuvre salariée autre que la main-d'œuvre familiale et

à ceux qui bénéficient de l'allocation vieillesse agricole, n° 1092. — Le 25 octobre 1956, une proposition de loi tendant à accorder gratuitement le permis de chasse aux jeunes soldats libérés d'Afrique du Nord, n° 3035 (rectifié). — Le 26 février 1958, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 4011) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la révision du Code du vin et à l'édition de ce Code, n° 6723. — Le 10 mars 1958, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du décret du 23 décembre 1957 aux viticulteurs des régions productrices de Cognac et d'Armagnac, ayant commercialisé moins de 400 hectolitres pendant les campagnes 1953, 1954, 1955, n° 6853. — Le 25 mars 1958, une proposition de loi tendant à attribuer aux petits et moyens viticulteurs de cognac et d'armagnac la subvention de 50 francs par degré hecto de vin pour le paiement de laquelle a été affecté un crédit de 660 millions de francs à provenir des fonds de la Caisse de péréquation des exportations, n° 7001.

Interventions :

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population une question orale relative aux obligations du père de famille envers son enfant majeur hospitalisé dans un établissement psychiatrique [15 juin 1956] (p. 2646). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Titres III et IV : *Augmentation nécessaire de la dotation du crédit artisanal* [1^{er} décembre 1956] (p. 5403, 5404); Art. 67 : *Son amendement tendant à diminuer de 1 milliard la dotation du fonds de développement économique et social destinée à la réalisation du plan de modernisation et d'équipement* [3 décembre 1956] (p. 5417); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *oppose la question préalable* [17 juillet 1957] (p. 3696); *Sa communication d'un document établissant un « véritable plan de guerre civile » contre la population républicaine dans le Sud-Ouest, détournement du rôle de l'armée française* (p. 3696, 3697); —